

Mobilisation en Algérie : l'UNEF soutient les jeunes mobilisé·e·s, dénonce la répression politique et demande la libération des opposant·e·s

Depuis le 16 février 2019, les Algérien·ne·s manifestent contre le pouvoir et demandent la fin du système en place. En France, comme dans de nombreux pays de par le monde, des manifestations de soutien auxquelles nous avons participé ont lieu chaque semaine, notamment Place de la République à Paris.

Les jeunes au cœur de la mobilisation en Algérie

Depuis plusieurs mois des millions de personnes se mobilisent chaque semaine contre le pouvoir autoritaire en Algérie et pour un changement pacifique du régime en place. Grâce à ces mobilisations, la situation politique a fortement évolué ces derniers mois, mais le peuple algérien continue de manifester pour être entendu et obtenir une véritable démocratie. Les jeunes et les étudiant·e·s sont au cœur de cette mobilisation malgré la répression. **L'UNEF apporte son soutien à la jeunesse algérienne qui, au-delà des questions démocratiques, se bat également pour de meilleures conditions de vie et un droit à l'avenir. Ces revendications font écho à celles que nous portons aussi en France.**

Les opposant·e·s politiques et d'opinion doivent être libéré·e·s :

Ces manifestations font l'objet depuis quelques temps d'une violente répression de la part du pouvoir et plusieurs opposant·e·s ont été arrêté·e·s. Louisa Hanoune, Secrétaire Générale du Parti des Travailleurs algérien, première femme du pays à se présenter à une élection présidentielle en 2004, en fait partie. Elle a été placée en détention provisoire depuis le 9 mai dernier sans autre motif que celui d'être une opposante politique.

Dans le même sens, le 28 mai dernier, le Docteur Kamel Eddine Fekhar, un militant des droits humains, en détention depuis le 31 mars, est décédé après une grève de la faim de 50 jours.

Face à la soif de démocratie du peuple algérien, le pouvoir fait donc le choix de la répression et porte un coup de plus au droit du peuple algérien à son autodétermination. **L'UNEF dénonce ces arrestations arbitraires et se tient aux côtés des organisations algériennes pour exiger la libération de Louisa Hanoune et de l'ensemble des militant·e·s pour les droits humains et d'opinion incarcéré·e·s pour leur opposition au régime algérien.**

Cet appel, loin d'être un moyen de soutenir l'ensemble des positions politiques prises par ces opposant·e·s ces dernières années, est pour nous nécessaire pour soutenir la jeunesse algérienne mobilisée et défendre la liberté de s'exprimer et de manifester.

Contact : Elisabeth ABANDA AYISSI – Attachée de presse de l'UNEF – 06.03.55.45.28
presse@unef.fr